



L'étudiant

N° 251 / Lundi 25 août 2025

QUOTIDIEN

ETABLISSEMENTS CLANDESTINS

Le filet tendu

- Après les dépenses liées aux fournitures et aux crédits scolaires etc., un autre problème se pose aux parents à la veille de la rentrée : comment éviter le piège des établissements clandestins qui pullulent dans nos quartiers ?
- Un phénomène qui touche l'ensemble du système éducatif, de la crèche jusqu'au secondaire.
- Lire la page spéciale de la rédaction **P4-5**.



Crédit : Global Voices

ROUNDUP CNPS

54 000 F par enfant assurés

- La Caisse nationale de prévoyance sociale versera une aide spéciale de 54 000 F par enfant aux familles de ses assurés. Cette allocation vise à alléger les dépenses liées à la rentrée scolaire. **P3**

ECHOS

SOUTENANCE DOCTORAT A L'ESSTIC

M. Galland Beyala et l'édition scolaire

- Le 20 août 2025, l'enseignant à l'ESSTIC en Édition et Arts graphiques, a soutenu une thèse consacrée à l'édition scolaire au Cameroun, souvent prise en étau. **P3**



BUZZ : Il se tatoue le prénom de sa copine... et contracte une infection

- Martin M. a gravé le prénom de sa bien-aimée, sur son avant-bras. Mais ce geste d'amour s'est transformé en cauchemar : il souffre désormais d'une infection sévère, au point que les premiers examens laissent craindre une possible amputation. **P7**

ORFEV JEUNES Terre d'opportunités à Bafoussam

► Le samedi 23 août 2025, le chef-lieu de la région de l'Ouest a accueilli une importante initiative gouvernementale en faveur de la jeunesse camerounaise.

Par Paul Marcel MBEMBE

Devant un public composé d'autorités locales, de jeunes bénéficiaires et de partenaires institutionnels, le ministre intérimaire de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mounouna Foutsou, a procédé au lancement du programme ORFEV JEUNES (Orientation – Formation – Emploi Vacances Jeunes). Ce dispositif novateur vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes pendant la période des vacances. Le membre du gouvernement a souligné l'urgence de faire de l'emploi des jeunes une priorité nationale. « C'est un chantier de l'avenir, un impératif pour la stabilité et

la prospérité du Cameroun », a-t-il déclaré, appelant à une mobilisation collective autour de cette cause. Le programme ORFEV JEUNES se distingue par son approche pragmatique. Plus, de 2 000 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, seront déployés dans deux types de structures: Les Bureaux d'Emploi Municipaux (BEM), où ils participeront à des missions d'orientation et de gestion administrative; les chantiers à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), où ils contribueront à des projets d'intérêt communautaire à fort impact social. Pour Jérôme Mezang Mvondo, chef de la Cellule de Planification de l'Emploi, ce programme constitue une véritable passerelle entre la formation et le monde du travail.

Une jeunesse connectée à l'emploi

L'autre innovation majeure présentée lors de cette visite est la plateforme numérique www.emploijeune.cm, véritable guichet unique en ligne. Elle permet aux jeunes Camerounais de rechercher des offres d'emploi, de stages ou de formations, tout en bénéficiant de conseils personnalisés en orientation professionnelle. Selon André Asse Mvogo, responsable de la plateforme, cet outil représente un levier essentiel dans le déploiement du programme ORFEV JEUNES, et plus largement, dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'emploi des jeunes. Pour soutenir concrètement la mise en œuvre du programme, des



kits de travail ainsi que des appuis financiers ont été remis aux collectivités territoriales, appelées à jouer un rôle central dans l'accueil et l'encadrement des jeunes sur le terrain. Le ministre a insisté sur le caractère inclusif du programme,

qui s'adresse aussi bien aux jeunes scolarisés qu'à ceux en rupture de parcours. L'objectif est de permettre à tous d'acquérir des compétences pratiques, de découvrir le monde professionnel et de renforcer leur employabilité.

CNPS 54 000 F par enfant à ses assurés

► La Caisse nationale de prévoyance sociale versera une aide spéciale de 54 000 F par enfant aux familles de ses assurés. Cette allocation vise à alléger les dépenses liées à la rentrée scolaire.

Par Inès Marie NGA (stg)

Les fournitures scolaires, les frais d'inscription, les uniformes, le transport... La rentrée scolaire est toujours une période de fortes dépenses pour les parents. Pour 2025-2026, la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) a décidé de donner un coup de main à ses assurés. Dans un communiqué publié le 21 août, l'institution a annoncé une « aide financière exceptionnelle destinée aux bénéficiaires des allocations familiales au 31 juillet 2025. Le but: soulager les parents face aux nombreuses charges de la rentrée. Pour en bénéficier, rien de compliqué. Les parents devront déposer les certificats de scolarité de leurs enfants au plus tard le 30 septembre 2025. Deux options s'offrent à eux: passer par l'application Sapelli Aina ou se rendre directement dans leur centre de prévoyance sociale. Les aides seront disponibles dès le 5 octobre 2025. L'annonce semble être accueillie avec soulagement par certains assurés: « C'est une vraie bouffée d'oxygène », confie Na-



dège Tatah, mère de trois enfants à Yaoundé. « Avec trois rentrées à préparer, cette aide représente plus de 150 000 FCFA. Franchement, ça va beaucoup nous aider ». Mais d'autres restent sceptiques. Paul Mbienou, père de deux enfants, estime que le montant reste insuffisant: « Avec le prix des manuels, des frais d'inscription et des uniformes, 54 000 FCFA par enfant, c'est une goutte d'eau. Ça peut aider un peu, mais ce n'est pas ça qui va couvrir une rentrée entière ». Pour les acteurs du système éducatif, cette mesure peut aussi encourager la scolarisation: « Certains parents hésitent à envoyer tous leurs enfants à l'école faute de moyens.

Si une aide comme celle-ci avait lieu chaque année avec un montant un peu plus élevé, je pense que beaucoup d'enfants au Cameroun auront au moins le CEPE », explique M. Tchouamo, instituteur à école primaire les Alouettes de Ngousso. Le directeur général de la CNPS, Noël Alain Olivier Mekulu Mvondo Akame, assure que cette initiative sera menée dans la transparence et la rigueur, en appelant les assurés à utiliser uniquement les canaux officiels de la CNPS pour toute information. Avec cette mesure, la CNPS espère « rendre la rentrée un peu plus sereine » pour les familles camerounaises.



Marie-Françoise Nga, mère d'un lycéen

« Ça allège un peu le poids de la rentrée »

Quand j'ai entendu parler de cette aide, j'ai poussé un grand ouf de soulagement. Chaque année, je dois jongler entre les frais d'inscription, les uniformes et les cahiers, et honnêtement, c'est toujours une épreuve. Cette fois, avec 54 000 FCFA par enfant, je vais pouvoir acheter les manuels de mon fils sans avoir besoin d'emprunter. Même si ce n'est pas suffisant pour couvrir toutes les dépenses, au moins ça allège un peu le poids de la rentrée.



Paul Mbienou, père de deux collégiennes

« Ça ne résout pas le problème de fond »

L'idée est bonne, mais soyons réalistes: aujourd'hui, rien qu'un uniforme complet coûte déjà autour de 30 000 FCFA. Si on ajoute les livres, les cahiers et les frais annexes, la somme s'évapore très vite. Je pense que la CNPS devrait envisager de revoir le montant à la hausse, surtout pour les familles nombreuses. Ça reste une aide appréciable, mais ça ne résout pas le problème de fond: le coût toujours plus élevé de l'éducation.



FRÉDÉRIC NGO HONBA, tuteur de deux enfants au primaire

« C'est suffisant pour moi »

Moi, je trouve que c'est une initiative à saluer. Ce n'est pas tous les jours qu'une institution pense concrètement aux parents. Je connais des parents qui hésitaient à envoyer leur plus jeune à l'école faute de moyens, et cette aide va clairement les rassurer. C'est vrai que le montant peut paraître petit, mais parfois ce petit coup de pouce suffit pour franchir le pas.



DOCTORAT

Martin Galland Beyala éclaire l'édition scolaire

► Le 20 août 2025, l'enseignant à l'ESSTIC a soutenu sa thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, portant sur une réflexion critique de l'édition scolaire au Cameroun.

Par Lesly AHANDA

L'amphithéâtre Hervé Bourges de l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) s'est transformé, le mercredi 20 août 2025, en véritable laboratoire de pensée critique à l'occasion de la soutenance de thèse de Martin Galland Beyala. Après plusieurs années de recherches rigoureuses, le désormais docteur en Sciences de l'Information et de la Communication a présenté un travail ambitieux, intitulé: « L'édition du manuel scolaire au Cameroun entre éditocolonialité et endogénéisation: figures, discours et pratiques ». Dans un contexte où les débats sur la décolonisation des savoirs prennent de l'ampleur, cette thèse interroge en



profondeur la manière dont les manuels scolaires camerounais sont produits, influencés et perçus. Loin d'un simple exposé historique, le candidat a articulé une réflexion autour des rapports de pouvoir hérités de la

colonisation dans le secteur éducatif, opposés aux aspirations actuelles d'une édition scolaire véritablement enracinée dans les réalités locales. Le professeur Laurent Charles Boyomo Assala, membre du jury, a salué « une

thèse qui dépasse l'analyse descriptive pour interroger le parcours historiographique de l'édition africaine, prise en étau entre une raison impérialiste encore palpable dans l'architecture éducative, et les revendications

d'une décolonialité culturelle assumée ». Pour lui, cette recherche pose un jalon important dans la compréhension des enjeux de souveraineté culturelle en Afrique. Pendant près de trois heures d'échanges avec un jury composé de spécialistes chevronnés, Martin Galland Beyala a défendu avec brio ses hypothèses, démontrant une parfaite maîtrise de son sujet. À l'issue de la présentation, le jury lui a décerné la mention très Honorable, saluant la qualité scientifique du travail et sa pertinence dans le champ des sciences de l'information et de la communication. Cette soutenance marque non seulement l'aboutissement d'un parcours académique exigeant, mais également l'ouverture d'une nouvelle étape pour un chercheur résolument engagé dans la transformation des imaginaires éducatifs en Afrique.

VOYAGES ET BOURSES D'ETUDES

Leader's Corporation oriente sur les opportunités

► La structure a organisé le 23 août 2025, au sein de son campus à Yaoundé, une conférence d'orientation à cet effet. L'un des moments forts de l'événement a été la remise de visas à 12 étudiants en partance pour la Russie.

Par Michelle MBESSA

Une journée d'orientation organisée à Yaoundé a rassemblé de nombreux jeunes autour du thème: « Voyages + bourses d'études à l'étranger: les opportunités cachées et les clés pour réussir ton projet quels que soient tes moyens ». L'occasion de lever le voile sur les vraies possibilités d'étudier à l'étranger, même sans grands moyens. Dans l'amphi 350 de la Faculté de Médecine de l'Université de Yaoundé l'attention est palpable. Des étudiants, lycéens, parents et jeunes diplômés sont venus nombreux écouter experts et anciens bénéficiaires de bourses d'études. Au cœur des échanges: comment concrétiser un projet d'études à l'étranger, malgré des moyens limités. La conférence été marquée par des partages d'expériences et des conseils pratiques aux jeunes pour mieux se prépa-

rer aux différents concours. Les intervenants présenter les opportunités derrière les bourses d'études. Notamment: la possibilité d'étudier pendant quatre ans gratuitement en Chine pour les nouveaux bacheliers. Pour ceux de master; en temps partiel, ils bénéficient d'une location gratuite pendant 4 ans. Ils sont inscrits dans les meilleures universités. Au cours de cette cérémonie, l'entreprise a récompensé les cinq meilleurs enseignants de la structure, et les meilleurs élèves. L'activité phare, a été la remise de visas. Ils sont en effet 12 qui en ont reçu. « Au Cameroun on a des étudiants brillants mais qui se retrouvent dans un cadre où il n'y a pas assez d'infrastructures pour pouvoir aisément se développer. C'est dans cette optique que j'ai décidé avec mes parents d'aller en Russie pour faire des études en informatique et pour revenir travailler ici », déclare Junior Mabangmoua, bénéficiaire. « Nous sommes



en train de développer davantage d'offres afin que chaque profil y trouve son compte: ceux qui disposent de moyens financiers importants, ceux qui ont un budget moyen, ainsi que ceux qui n'ont pas d'argent mais sont prêts à travailler dur. Nous avons notamment présenté les opportunités de bourses du côté de la Chine, qui permettent aux candidats ayant un profil intéressant

mais disposant de moyens limités de poursuivre leurs études gratuitement », a expliqué Valère Foulami, PDG de Leader's Corporation. En effet, Leaders' Corporation est une entreprise qui place la jeunesse au cœur de la transformation du continent africain. Sa mission principale est d'accompagner les jeunes dès leur entrée en milieu scolaire jusqu'à leur insertion socioprofession-

nelle en faisant de chacun d'eux des leaders transformationnels. L'entreprise est composée de trois autres branches. Notamment: Asus Tutoring, Leaders's Prépa et Campus Universel. Bel article. Leader's corporation de par ses trois services, fait dans les cours de répétition à domicile, les concours d'entrée dans des grandes écoles mais aussi, les mobilités internationales.

ETABLISSEMENTS CLANDESTINS

L'autre casse-tête de la rentrée scolaire

► À l'approche de la rentrée, en plus des dépenses liées aux fournitures et aux crédits scolaires, les parents d'élèves doivent faire face au danger sournois des établissements scolaires clandestins qui refait surface chaque année.

Par Paul Marcel MBEMBE

Ces établissements non reconnus se multiplient à un rythme inquiétant. Installés dans des habitations transformées en salles de classe ou dans des locaux commerciaux inadaptés, ils accueillent chaque année des centaines, voire des milliers d'enfants. Sans agrément officiel, et parfois sans enseignants qualifiés, ces « écoles fantômes » compromettent l'avenir de leurs élèves. Malgré leur caractère illégal, ces structures continuent d'attirer. Parmi les raisons avancées on note des frais de scolarité réduits, la proximité du domicile, des horaires plus souples... Autant d'arguments séduisants pour des familles parfois peu informées, ou simplement en quête de solutions accessibles dans un contexte économique difficile. Ces parents ignorent généralement que l'école fréquentée par leur enfant n'a aucune exis-

tence légale. Un enfant inscrit dans un établissement clandestin est exposé à un encadrement pédagogique approximatif, en raison du manque d'enseignants qualifiés et de suivi rigoureux. Ne disposant pas de l'autorisation d'inscrire leurs élèves aux examens officiels, ces établissements passent souvent par des écoles agréées pour le faire, en toute illégalité. Chaque année, les autorités tentent de réagir. Des listes d'écoles non agréées sont publiées, suivies de campagnes de fermeture. Mais dans les faits, nombre d'entre elles rouvrent peu après, parfois sous un autre nom, parfois au même endroit. Le manque de suivi et certaines complicités internes permettent à ce phénomène de perdurer. Les ministères en charge de l'éducation exhortent pourtant les parents à vérifier le statut légal des établissements avant toute inscription. Pour les enseignements secondaires, la liste des écoles agréées est disponible dans les délégations régionales et sur le site officiel du ministère : www.minesec.gov.cm. Pour éradiquer durablement ce fléau, les fermetures ne suffisent pas. Il faut aussi proposer aux fa-



milles des alternatives crédibles et abordables. René Emessienne, enseignant, résume la situation ainsi: « Tant que l'école publique ne pourra pas accueillir tout le monde

dans de bonnes conditions, et que le privé agréé restera inaccessible à certains, les écoles clandestines auront toujours une clientèle ».

COMMENT EVITER LE PIEGE

Les parents s'arment de prudence

► Conscients de la prolifération des établissements clandestins, les parents d'élèves prennent désormais certaines mesures pour ne pas tomber dans le piège.

Par Elena ANGOLA

Solange, mère d'un collégien, a appris à ses dépens combien le danger est réel. Séduite par la proximité et le tarif accessible d'une école située dans son quartier, elle y inscrit son fils sans soupçonner qu'il s'agit d'un établissement clandestin « Tout semblait normal, il y avait même un car pour prendre et déposer les enfants. C'est à la suite de la note du ministère de l'Education de base publiée l'année dernière, sur la fermeture de près de 700 établissements clandestins que j'ai appris que l'école de l'enfant n'était pas régularisée. Mon enfant a perdu une année entière comme ça », raconte-elle, encore marquée par cette mésaventure. Pour d'autres, la prudence est devenue un réflexe. Jean-Mathis, père de trois enfants en primaire, explique multiplier les vérifications avant toute inscription: « Les directeurs n'aiment pas me voir arriver. Je demande toujours les documents qui attestent de la légitimité de l'école, je m'assure de



la qualification des enseignants. Je fais le tour des classes pour voir si elles répondent aux normes. Mon épouse trouve que j'en fais trop, mais je préfère anticiper les mauvaises surprises. » Ces précautions sont essentielles, confirme Evelyne Mballa, conseiller d'orientation, ancien cadre à la carte scolaire de la délégation régionale de l'enseignement secondaire du Centre: « Des équipes effectuent des descentes inopinées et vérifient des critères précis comme les autorisations de création et d'ouverture, la superficie minimale qui est de 2500m2 par exemple pour un établissement

secondaire de l'enseignement général, la sécurité des locaux, ou encore la qualification du personnel et même des promoteurs qui doivent au moins avoir une licence. En réalité qu'une école fonctionne sans agrément, elle est clandestine, même si elle présente un vernis de sérieux » explique-t-elle. La vigilance des parents reste alors la meilleure arme pour ne pas tomber dans le piège. Se renseigner, demander les preuves d'agrément ou échanger avec d'autres parents permet alors d'éviter que la confiance mal placée ne coûte à un enfant une année scolaire.



Ndo Johanne, secrétaire de bureau
« Mes enfants vont dans les écoles où j'ai moi-même fréquenté »

« Je suis jeune parent donc nouvelle dans ce domaine. Je préfère que mes enfants aillent dans l'une des différentes écoles où nous, leurs parents, avons fréquenté plus jeunes. Je suis sûre de leur fiabilité ».



Ndongo Bitti Jean, parent d'élève
« Mon choix est basé sur la réputation de l'établissement »,

« Je n'ai pas été directement confronté à une école clandestine, mais j'ai suivi dans les médias les descentes de l'État contre ces établissements dont les diplômes ne sont pas reconnus. Pour un parent, il est souvent difficile de distinguer le vrai du faux, faute d'informations claires. On se fie surtout à l'ancienneté, à la réputation aux examens et aux infrastructures pour juger de la fiabilité d'une école. »



Ndongo Mbenty Marc, gestionnaire des stocks
« Il faut des contrôles réguliers dans les établissements »

« J'ai déjà vu des établissements clandestins, sans agrément, qui ont fini par être fermés donc je prends mes précautions. Les signes qui me font généralement douter sont le manque de professionnalisme, la perception douteuse des frais de scolarité et un cadre inadapté. J'attends des autorités plus de rigueur dans la délivrance des agréments, des contrôles réguliers sur le terrain et une meilleure réactivité face aux plaintes des parents.



LA RIPOSTE INSTITUTIONNELLE

Le Minedub ferme deux écoles privées

► Le ministre de l'Éducation de base, Pr. Laurent Serge Etoundi Ngoa, a pris deux décisions distinctes portant fermeture d'établissements scolaires privés dans les villes de Yaoundé et de Douala.

Par Wilfried NTOUDA

À Yaoundé, dans l'arrondissement de Yaoundé Ier, le Groupe scolaire bilingue privé laïque Clément, situé au quartier Emana (département du Mfoundi, région du Centre), a été fermé pour trouble à l'ordre public. La décision précise que le délégué régional de l'Éducation de base du Centre est chargé de



l'exécution de cette mesure. Dans la même logique, une autre école privée a été fermée à Douala. Il s'agit du Groupe scolaire bilingue privé laïque DI-TRUT, basé à Baden-Baden, dans l'arrondissement de Douala 5e (département du Wouri, région du Littoral). Cette fois, la fermeture est motivée par des manquements graves à la réglementation en vigueur ainsi que par des troubles à l'ordre public.

Le délégué régional de l'Éducation de base du Littoral a reçu instruction de veiller à l'application de la décision. Ces mesures, qui s'inscrivent dans le cadre du contrôle et de la régulation des établissements privés d'enseignement de base, rappellent l'obligation pour les promoteurs d'écoles de se conformer strictement aux normes en vigueur afin de garantir un encadrement sûr et de qualité aux élèves.

YAOUNDE EN CHANTIER

L'épineux problème du transport

► Entre embouteillages et routes en travaux, la question du transport se pose avec acuité, au point que certains parents réfléchissent déjà aux solutions pour éviter les désagréments du quotidien.



Par Lesly AHANDA

À l'approche de la rentrée scolaire, les parents de plusieurs quartiers de Yaoundé multiplient les stratégies pour assurer un transport efficace à leurs enfants. Arrangements communautaires, choix d'écoles de proximité et mobilisation de moyens financiers: chacun s'organise pour éviter les retards

dès les premiers jours de classe. A Coron, de nombreux parents misent sur les mototaxis du quartier. « J'ai discuté avec un moto-taximan. Il viendra chercher mes enfants chaque matin », explique Jeanne Akono, mère de deux collégiens. D'autres familles se regroupent pour partager les frais de transport et garantir plus de sécurité. Au quartier Ngousso, certains parents ont préféré rapprocher leurs enfants

de l'école pour limiter les trajets. « Cette année, j'ai choisi une école à 10 minutes de marche. Ce sera moins de stress pour moi, et cela évitera les retards », confie Emmanuel Bolo, père de famille. À Anguissa, l'organisation est davantage familiale. Les aînés se chargent d'accompagner les plus jeunes, et les départs sont prévus très tôt pour éviter les bouchons. « J'ai déjà défini qui accompagne qui, à quelle heure, et je vais m'assurer qu'ils dorment tôt les jours de classe. Cela leur permettra de se lever tôt et d'arriver à temps dans leurs établissements respectifs », explique Grâce Mbida, mère de quatre enfants. En dépit des contraintes urbaines, les familles ne laissent rien au hasard. Chacun a sa méthode, mais l'objectif est le même: permettre aux enfants de rejoindre l'école dans les meilleures conditions.



Sylvie Ngah, mère de trois enfants à Nkolbisson

« J'ai décidé d'inscrire les deux plus petits au transport scolaire »

Franchement, c'est une question qui fait stresser. Chaque matin, rien que pour arriver en ville, il faut parfois deux heures à cause des travaux et des déviations. J'imagine déjà ce que ça donnera quand les écoles vont rouvrir et que la circulation sera encore plus chargée. Avec trois enfants qui étudient dans des établissements différents, je ne peux pas me permettre d'être en retard au travail tous les jours. J'ai donc décidé d'inscrire les deux plus petits au transport scolaire. C'est un gros budget supplémentaire, mais au moins je serai un peu plus tranquille. Pour le grand, je verrai comment organiser. C'est la seule solution que j'ai trouvée pour l'instant.



Lamine Moussou, père d'un collégien

« Je pense plutôt à prendre un abonnement moto-taxi sécurisé »

On n'a même pas encore repris les cours que je me demande déjà comment mon fils va gérer les trajets. Avant, je le déposais en passant par la montée Jouvence, mais avec les chantiers, moi-même pour me rendre au travail je trouve que ça perd trop de temps. Je sais que le matin, le moindre embouteillage peut te bloquer une heure. J'ai donc commencé à réfléchir à d'autres options. Le transport scolaire, pourquoi pas, mais les places sont limitées et il faut s'engager pour toute l'année. Alors je pense plutôt à prendre un abonnement moto-taxi sécurisé. Ce n'est pas ce que je souhaite vraiment pour lui, mais au moins il pourra éviter les bouchons et arriver à l'heure. En attendant, je scrute les routes pour voir si une déviation plus fluide s'ouvre.



Yolo

LE 2-0

Au-delà du terrain

► Derrière certaines de ces rencontres se structurent comme de véritables associations, avec leurs règles, leurs habitudes et leur organisation bien rodée.

Par Elena ANGOULA

Après le match, on se regroupe à l'ombre. On parle des potins du quartier et on « coupe une » en partageant le fameux bouillon de l'après match. Rodrigue, un habitué du 2-0 au stade Malien d'Anguissa confie, le sourire aux lèvres « On ne se l'avoue pas mais je crois que chacun vient surtout pour passer du temps entre amis plus que pour jouer au ballon. Nous sommes des frères, y a des jours bons, d'autres moins. Mais une chose est sûre, on est tous là à chaque match », il ajoute « Quand quelqu'un est malade, les gars passent le voir. Si tu perds un proche, tout le monde cotise et t'assiste. Et quand il y a un événement, on est là aussi. C'est vraiment une famille ». Le « 2-0 » n'est plus seulement un jeu. C'est un espace de fraternité où chaque passe, chaque rire construit un lien. Certains vont même plus loin en mettant en place des tontines. « Je suis le trésorier. L'idée est née après trois ans, on s'est rendu compte qu'on passait énormément de temps ensemble, sur et en dehors du terrain. Alors autant créer quelque chose qui aide chacun d'entre nous. La



vie ce n'est pas que les bières » explique Giovanni, un autre habitué

A l'origine

A la question de savoir d'où cette habitude vient et pourquoi on la nomme le 2-0, les réponses sont floues. Chaque adepte dit avoir trouvé les choses comme ça et être tombé dans le bain, tout simplement. Mais les plus anciens ont une esquisse de réponse. La pratique serait née dans les années 1970-1980 de façon informelle, le 2-0 s'est imposé dans les quartiers comme un rituel dominical au point

d'être devenu une véritable tradition. Quant à son appellation certains l'expliquent ainsi : lors d'une des premières rencontres de ce type, le score fut de « 2-0 » alors le nom fut juste adopté, comme pour dire « battu 2 buts contre 0 » un écart plutôt considérable. Le 2-0, c'est donc bien plus que du football. C'est la preuve que même sur un terrain poussiéreux, il est possible de bâtir des liens solides et durables. Une communauté en miniature où le sport n'est que le prétexte à l'essentiel : être ensemble.



Evenement

K-MER OTAKU FESTIVAL

Le Japon s'installe à Douala

► Toujours dans le cadre de sa 4^e édition qui a débuté le 2 août dernier à l'esplanade du Musée national de Yaoundé, le K-mer Otaku Festival débarque à Douala ce 30 août dès 11 heures, à la Yellow House Bonapriso.

Par Elena ANGOULA

Né du désir de partager la passion de la bande dessinée et de l'animation japonaise, le festival est devenu depuis 2022 un rendez-vous incontournable. On y va en famille, entre amis ou en solo, mais toujours avec la même envie : vivre sa passion sans complexe et donner vie à ses personnages préférés. Cosplay, tir à l'arc, jeux otaku, karaoké, mini-golf, bowling, essayage de Yukatas ou encore concert Otaku Jam sont au programme. Au-delà du divertissement, le K-mer Otaku Festival est aussi un espace de valorisation du talent créatif camerounais dans l'univers de la BD et de l'illustration. Les participants, parfois par centaines, transforment l'espace en un véri-



table carrefour culturel où se croisent Naruto, Luffy, Tanjiro ou encore Sangoku, incarnés par des passionnés costumés. Ouvert à tous, l'accès est fixé à 2000 F CFA (gratuit pour les moins de 8 ans). Une belle occasion de plonger dans l'univers otaku et de célébrer, le temps d'une journée, la magie de la pop culture japonaise.

Buzz

ACTE SENTIMENTAL

Il se tatoue le prénom de sa copine... et contracte une infection

► Martin M. a gravé le prénom de sa bien-aimée, Fatima, sur son avant-bras. Mais ce geste d'amour s'est transformé en cauchemar : il souffre désormais d'une infection sévère, au point que les premiers examens laissent craindre une possible amputation.

Par Lesly AHANDA

Dans un accès d'amour débordant ou de folie douce. Le jeune Martin a décidé de graver le prénom de sa bien-aimée Fatima sur son avant-bras. Pas avec un stylo, non. Avec une lame de rasoir, sans antiseptique ni bon sens. Pensant faire une preuve d'amour éternelle, il a surtout offert à son bras un aller simple pour les urgences. Très fier de sa "preuve d'amour", Martin parade quelques heures avec son œuvre, espérant que Fatima soit touchée. En revanche,

son bras, lui, l'était profondément. En quelques jours, les plaies s'infectent. Rougeurs, fièvre, douleurs, gonflements. Le résultat a été une visite express aux urgences, où les médecins n'ont pas vraiment applaudi le courage du jeune homme, mais ont surtout tenté de sauver ce qu'il restait de son avant-bras. Les médecins ont évoqué, entre deux bandages, un risque d'amputation si le traitement ne faisait pas effet rapidement. Martin, désormais alité, observe son bras avec nostalgie et se demande à haute voix si "l'amour mérite qu'on perde un membre". Une question existentielle que seul un

chirurgien pourrait trancher au sens propre. En attendant, il soigne ses plaies et médite sur le fait qu'un bouquet de fleurs aurait coûté moins cher qu'un traitement antibiotique en intraveineuse. Cette mésaventure, bien que douloureuse, pourrait servir de leçon à tous les apprentis Roméo en mal d'originalité : parfois, dire "je t'aime" ne nécessite ni douleur, ni cicatrice, ni bistouri. Une lettre, un poème, ou au pire un message WhatsApp suffit largement. Parce qu'à force de vouloir marquer son amour dans la chair, on finit par laisser surtout une trace dans le service de traumatologie.



My Business

T-SNAIL

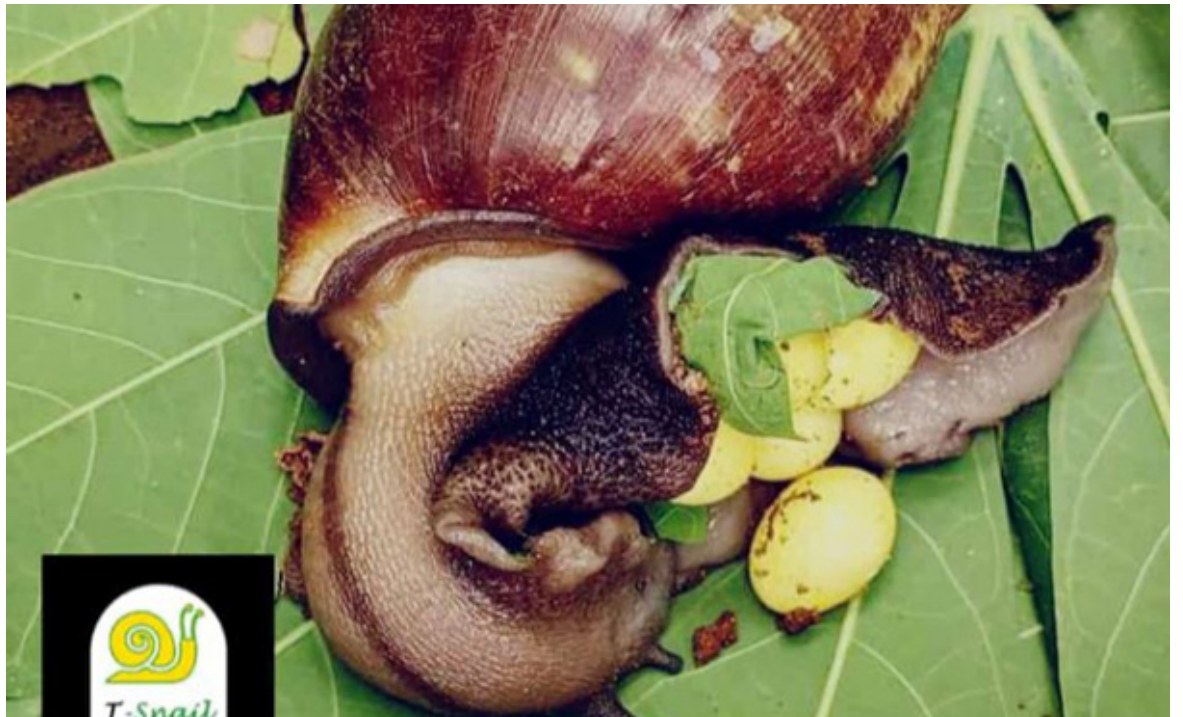
Il y a du bon dans la viande d'escargot

► La promotrice propose de la viande d'escargot nettoyée, emballée et vendue à des prix abordables. Un kilogramme est vendu à 5 000 FCFA, générant un chiffre d'affaires pouvant atteindre 250 000 FCFA par mois.

Par Michelle MBESSA

T-Snails fonctionne principalement en ligne. À travers des publications régulières sur Facebook et WhatsApp Business, la promotrice propose ses produits de la viande d'escargot soigneusement préparée accompagnés des prix. Un kilogramme est généralement vendu 5000FCFA. Les clients intéressés n'ont qu'à contacter le numéro affiché pour discuter des modalités de livraison : heure, lieu et quantités souhaitées. Un service simple, fluide, qui séduit de plus en plus. En moyenne, T-Snails génère entre 200 000 et 250 000 francs CFA de chiffre d'affaires par mois. Un résultat encourageant pour une activité encore jeune, portée essentiellement par la qualité des produits et la confiance des clients. Le bouche-à-oreille joue un rôle important : « Ce sont souvent mes camarades, mes amis, ma famille et mes clients eux-

mêmes qui me recommandent. C'est grâce à eux que je touche de nouvelles personnes chaque semaine », explique l'entrepreneure. Cependant, l'activité est plus fructueuse en temps de pluie. Côté communication, la jeune cheffe d'entreprise mise sur le digital. Des campagnes publicitaires en ligne, des flyers bien pensés et une présence constante sur les réseaux sociaux assurent à T-Snail une visibilité croissante. Créée en 2023 par Deborah Ingrid Tonye, diplômée en finance et comptabilité, T-Snail est une entreprise spécialisée dans l'élevage et la commercialisation de viande d'escargots. Dans l'univers peu exploré de la viande d'escargots, une jeune entrepreneure a su tirer son épingle du jeu. Après l'obtention de sa licence en sciences de gestion, option finance et comptabilité, elle décide de faire une pause dans ses études. Mais loin de rester inactive, cette période devient pour elle une opportunité. Un besoin d'indépendance financière, une



envie de créer quelque chose de personnel. Et c'est ainsi qu'est née T-Snail, une entreprise portée par une vision claire : valoriser l'escargot comme produit

de consommation et en faire une source de revenus durable. Plus qu'une simple activité commerciale, T-Snail illustre la capacité des jeunes à innover dans des

secteurs inattendus. Et surtout, elle prouve qu'avec de la volonté, un projet personnel peut devenir un levier concret d'autonomisation et de développement.

Petits Boulots

VENTE D'ARACHIDES

Les graines qui rapportent

► En cette période de fin de vacances, la vente d'arachides bat son plein dans les rues de Yaoundé. De nombreux jeunes commerçants profitent de la forte demande pour réaliser de bons bénéfices.

Par Lesly AHANDA

Pendant que certains jeunes profitent des derniers jours de vacances, Christ Mofo, lui, sillonne les rues de Yaoundé avec son plateau d'arachides. À seulement 14 ans, il se bat chaque jour pour financer sa scolarité. Sous le soleil de midi, le jeune garçon avance entre les voitures, plateau d'arachides bouillies sur la tête, le regard déterminé. Collégien, il consacre ses vacances à cette activité peu ordinaire. « Je fais ça pour payer mes cahiers, mes livres et mon uniforme », confie-t-il. Chaque matin, il se rend au marché d'Ekounou où il achète son stock auprès d'une commerçante qui lui vend le seau à 3 500 F CFA. Il le revend ensuite en petits sachets à 100 F CFA.

En moyenne, Christ écoule entre 60 et 80 sachets par jour. « Quand la journée est bonne, je peux rentrer avec 3 000 à 4 000 F CFA de bénéfices et cela me permet d'épargner un peu », explique-t-il. Par semaine, il réalise entre 18 000 et 20 000 F CFA, soit environ 60 000 F CFA par mois pendant les vacances. Mais ce petit commerce n'est pas sans difficultés. « Parfois, la pluie m'empêche de sortir. D'autres jours, les clients ne sont pas nombreux. Il faut aussi faire attention à ne pas se faire voler son argent », raconte-t-il. Malgré ces obstacles, il garde le sourire, « c'est



difficile, mais ça m'aide. Je veux continuer mes études et devenir ingénieur. » Christ Mofo incarne une jeunesse courageuse et déterminée, qui ne recule pas devant l'effort pour assurer son avenir. À quelques jours de la rentrée, il continue de vendre ses arachides avec espoir. Pour lui, chaque sachet écoulé est un pas de plus vers l'école et vers ses rêves.



Yaoundé compte environ 114 quartiers

La ville de Yaoundé, capitale politique du Cameroun, ne se résume pas uniquement à ses grandes artères et bâtiments administratifs. Elle est en réalité un vaste ensemble urbain composé d'environ 114 quartiers, répartis dans les 7 communes d'arrondissement qui la constituent. La ville de Yaoundé est divisée en sept communes d'arrondissement, chacune regroupant plusieurs quartiers aux caractéristiques diverses. Yaoundé I en compte environ 21, dont Bastos, Elig-Essono, Etoudi et Mballa 2. Yaoundé II rassemble près de 12 quartiers, tels que Cité Verte, Mokolo, Tsinga ou Madagascar. Yaoundé III est l'une des

plus vastes, avec environ 25 quartiers, incluant Obili, Ngoa-Ekélé, Nsimyong, Melen 2 et Ahala. De même, Yaoundé IV abrite 25 quartiers comme Ekounou, Mvan, Emombo, Nkol-Ndong et Mimboman. Yaoundé V, plus restreinte, compte 12 quartiers dont Essos, Mfandena, Ngouso et Mvog-Ada. Yaoundé VI possède environ 13 quartiers parmi lesquels figurent Biyem-Assi, Simbock, Etoug-Ebe et Melen. Enfin, Yaoundé VII est la plus petite, avec seulement 6 quartiers, dont Nkolbisson, Oyom-Abang et Etetak. Cette organisation montre la diversité spatiale de la capitale, entre quartiers résidentiels, populaires, administratifs ou en développement.